

Le discours du Trône se veut une confirmation de cette vision et de notre intention de passer aux actes après avoir pris la décision d'exceller et d'exercer un leadership sur la scène internationale, de relever le défi de la concurrence et d'en sortir vainqueur. Pour tirer parti de ses points forts, il faut d'abord être réaliste. Aucun pays ne peut accroître l'investissement, se doter d'industries de calibre mondial et livrer concurrence sur les marchés internationaux s'il ne peut même pas financer lui-même ses propres dépenses. Nous devons mettre de l'ordre dans les finances nationales afin que notre économie puisse poursuivre son expansion.

• (1130)

Mon collègue le ministre des Finances (M. Wilson) déposera bientôt un budget axé sur cet objectif. Le gouvernement continuera d'encourager le développement économique en favorisant la création de conditions qui pourront donner confiance aux consommateurs et aux investisseurs. Ces quatre dernières années, nous avons mis fin à la croissance débridée des dépenses gouvernementales et renversé cette tendance et nous avons réduit le déficit de plus de 10 milliards de dollars. Sa taille a été ramenée de plus de 8 p. 100 à moins de 5 p. 100 du produit intérieur brut. L'économie canadienne a pris beaucoup de vigueur. Le Canada a été pendant cette période le pays qui a enregistré le plus haut taux de création d'emplois parmi les grandes nations industrialisées.

L'emploi est, à mon sens, la meilleure politique sociale. Sous notre gouvernement, les Canadiens ont créé plus de 1,4 million d'emplois, ce qui a fait chûter le chômage de 11,7 p. 100 à 7,6 p. 100. Voilà une politique sociale! Voilà une réalisation.

**Des voix:** Bravo!

**M. Mulroney:** Madame la Présidente, en fait, depuis 1984, notre produit intérieur brut a enregistré une croissance réelle de 4,1 p. 100 par année, performance que seul le Japon est parvenu à dépasser parmi toutes les grandes nations industrialisées. Cette situation est due à la détermination que nous avons clairement démontrée d'enrayer l'endettement du gouvernement, de mettre fin à la pratique consistant à faire payer par nos enfants le coût des programmes actuels.

Nous avons réussi à faire baisser le déficit, mais son ampleur requiert de nous tous une détermination à le réduire encore davantage. Lorsque le chef de l'opposition (M. Turner) est revenu en politique, il y a quatre ou cinq ans, il a affirmé, j'en suis sûr, au cours de la campagne pour la direction de son parti, qu'il se donnait cinq ans, je crois pour réduire le déficit fédéral de 50 p. 100. Aussi, je sais que, lorsque le ministre des Finances présentera son budget, le chef de l'opposition se lèvera pour appuyer la motion.

*L'Adresse—M. Mulroney*

**Des voix:** Bravo!

**M. Mulroney:** Bien que nous ayons fait des progrès en ce qui a trait au déficit, nous devons faire de nouveaux efforts pour le réduire davantage. Chaque fois qu'un événement marquant est survenu dans l'histoire de notre nation, il a fallu d'abord que des décisions politiques soient prises, des décisions donnant au Canada une orientation qui aurait d'importantes répercussions. Il en a été de même pour la dette nationale.

À la fin du premier siècle de notre histoire, en 1967, la dette nationale, qui est la somme cumulative de tous les déficits de notre histoire, s'élevait à seulement 18 milliards de dollars. Le service de cette dette absorbait 12 c. de chaque dollar des recettes de l'État.

Mais des décisions prises à la fin des années 60 et au début des années 70 ont changé radicalement les données du problème: le fossé de la dette allait bientôt devenir un gouffre. À la fin de l'exercice 1984-1985, la dette nationale se chiffrait à près de 200 milliards de dollars. Le service de la dette absorbait maintenant près de 32 c. de chaque dollar des recettes de l'État, et le Parti libéral avait été au pouvoir pendant presque toute la durée de cette croissance de la dette. C'est là que tout a commencé. Ce sont eux qui sont responsables des maux qui se sont abattus sur le Canada.

Le Canada se trouvait pris dans un véritable étai financier. C'est donc dire qu'au cours des quinze années qui ont précédé 1984, la dette nationale s'est multipliée par dix; il s'agit d'une bombe à retardement qui n'a pas encore été désamorcée et qui est devenue le principal obstacle au bien-être économique de la nation. Tout le monde sait que ce n'est pas en quatre ans qu'on se débarrasse d'une dette de cette ampleur, accumulée sur une période de 15 ans. À lui seul, le service de cette dette nous oblige à détourner une proportion croissante de nos ressources. Puisqu'il s'y est engagé, je sais que le chef de l'opposition rencontrera les membres de son caucus, uni comme jamais, et que celui-ci appuiera unanimement un programme financier marqué au coin de la prudence qui sera déposé à la Chambre des communes.

**Des voix:** Bravo!

**M. Mulroney:** Au sujet des commentaires qui sont faits à la Chambre des communes, j'ai été étonné d'entendre le chef de l'opposition affirmer une fois de plus qu'il n'avait pas perdu mais gagné les élections. Je tiens à le féliciter aujourd'hui de cette victoire, lui et son cortège de ministres.

**Mme Copps:** Courtois comme toujours.

**M. Mulroney:** Toujours selon lui, si autant de ressources n'avaient pas été injectées dans la course électorale par les partisans du libre-échange, le Parti libéral aurait été victorieux.